

De: Laurent CAYET [l.cayet@presstissimo.fr]

Envoyé: lundi 21 janvier 2008 17:37

À: NADAL Daniel

Objet: TR: Consultation publique sur l'accès aux boîtes aux lettres - Rectification
Monsieur,

Pour notre réponse à la Question 2, il faut naturellement intégrer les opérateurs postaux et les entreprises de portage de presse.

Cordialement,
Laurent Cayet

De : Laurent Cayet [mailto:l.cayet@presstissimo.fr]

Envoyé : vendredi 11 janvier 2008 16:29

À : NADAL Daniel

Objet : RE: Consultation publique sur l'accès aux boîtes aux lettres

Bonjour monsieur Nadal,

Vous trouverez les réponses aux questions posées dans le mail ci-dessous. Le sujet est un enjeu majeur pour Press'tissimo !

Cordialement,
Laurent

Récapitulatif des questions

Question 1. Quels commentaires ou informations complémentaires souhaitez vous apporter à cette description ?

Pas de commentaire particulier mais une confirmation que la difficulté d'accès aux immeubles est un frein majeur au développement d'une activité de distribution pour une entreprise comme Press'tissimo spécialisée sur Paris : comment expliquer à un client qui doit déjà segmenter son courrier en <50g et >50g que nous ne pouvons ensuite pas tout livrer et qu'une partie lui sera retournée avec plusieurs jours de retard en cas d'impossibilité de livraison => même si vous lui faites faire des économies sur ce que vous distribuez et que vous assurez une bonne qualité, il refusera. Le seul marché accessible est donc celui des envois ne concernant que des professionnels

Question 2. Quelles sont les caractéristiques opérationnelles d'une activité qui justifient un accès natif ? A quelles activités, la pratique des codes natifs pourrait-elle / devrait-elle être réservée ?

- Les services d'urgence
- Les services d'intervention sur les immeubles (EDF, GDF, Maintenance ascenseurs, France Télécom, Fournisseur d'accès internet / télévision pour intervention sur les installations de l'immeuble ...)
- Les services de distribution ne nécessitant pas un contact amont du destinataire à chaque livraison
-

Question 3. Quelles mesures sont à envisager pour que les porteurs et colporteurs de presse « agissant pour le compte d'une entreprise de presse ou d'une société de portage de presse, titulaire de l'autorisation prévue à l'article L. 3 du code des postes et des communications électroniques » puissent exercer leur activité ?

- Vigik natif avec identification de la société (voir du porteur) pour des questions de sécurité
- S'il y a un SAS avec boîtes aux lettres dans le SAS, les porteurs de presse n'ont pas besoin d'aller plus loin

Question 4. Quelles solutions sont envisageables pour développer une pratique transparente et organisés sur les codes natifs ?

Organe de gestion de la liste des prestataires autorisés et ayant un accès Vigik : cette liste doit être accessible à tous les syndicats d'immeubles, voire public

Question 5. Comment les codes natifs des systèmes Vigik déjà installés devraient-ils être partagés ou redistribués entre La Poste, les autres opérateurs autorisés et les porteurs de presse pour respecter le principe d'accès selon des modalités identiques ?

1 code natif partagé par La Poste, les opérateurs postaux autorisés et les entreprises de portage de presse
Le 2ème code de La Poste et ainsi libéré et disponible pour les services d'urgence

Question 6. Quelles autres solutions que le partage ou la redistribution de codes natifs existants pourraient être envisagées pour permettre, un accès immédiat et sans coût, selon des modalités identiques, aux opérateurs postaux autorisés et aux porteurs de presse ?

Question 7. Dans quelles conditions les opérateurs postaux ou leurs filiales peuvent-ils utiliser leur accès natif pour d'autres activités de distribution que celles visées à l'article L5-10 ?
Uniquement pour les activités qui auront été déterminées à la Question 2

Question 8. Quelles sont les évolutions souhaitables de la gouvernance du système Vigik ?
Il est clair que la pouvoir de blocage de La Poste contre l'ensemble des autres participants ne permet pas de répondre à des règles d'équité. IL faut donc rééquilibrer les pouvoirs, les voix détenues par La Poste pourraient être transférées au Syndicat des Opérateurs Postaux qui représenteraient la position de la profession et non d'une de ses entreprises en particulier.

Question 9. Quelle(s) solution(s) pourrai(en)t / devrai(en)t être envisagée(s) pour organiser l'accès, des services d'urgence et de sécurité, aux immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès ?
Leur attribuer le deuxième code Vigik de La Poste

Question 10. Quelles autres formes pourrait prendre un référentiel de bonnes pratiques ? à quelle(s) catégorie(s) d'opérateur(s) ou de prestataires de services devrait-il s'appliquer ?
Pas d'idée sur la question.

Question 11. Quelle(s) catégorie(s) d'opérateurs devrai(en)t bénéficier d'un code service unique pour l'ensemble de leur catégorie ?
Services d'urgence, Opérateurs Postaux, Fournisseurs d'électricité et gaz, Fournisseurs d'accès téléphone, télévision et internet

Laurent CAYET

Press'tissimo

176 rue Diderot

F - 93500 PANTIN

Tél. : +33 (0)1 56 96 06 50 Fax 74

l.cayet@presstissimo.fr

www.presstissimo.fr